

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 11/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



HEXCEL REINFORCEMENTS

Z.I. les Nappes
Bp 27
38630 Les Avenières Veyrins-Thuellin

Références : 20230323- OCP2023 – Insp Hexcel
Code AIOT : 0010400051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement HEXCEL REINFORCEMENTS implanté Usine B et C ZI les nappes BP. 27 38630 Les Avenières Veyrins-Thuellin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale menée par les services de l'inspection des installations classées de la région sur la thématique des conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEXCEL REINFORCEMENTS
- Usine B et C ZI les nappes BP. 27 38630 Les Avenières Veyrins-Thuellin
- Code AIOT : 0010400051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HEXCEL Reinforcements est une installation classée pour la protection de l'environnement légalement autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 04/08/2016 complété par l'arrêté préfectoral du 15/02/2019.

L'entreprise, spécialisée dans le tissage technique, propose une gamme complète de solutions composite à base de fibre de verre ou de fibre de carbone.

Les renforcements fabriqués au complexe Hexcel des Avenières sont convertis en pré-imprégnés ou utilisés pour d'autres technologies de fabrication de composite, où les applications finales incluent les marchés de l'aérospatiale et de la défense, ainsi que les industries de l'automobile, de la marine, et ferroviaire.

Il y a actuellement deux usines de renforcements sur le site : une dédiée aux tissus de verre construite au début des années 1980, et un complexe plus récent ouvert en 2003, dédié aux matériaux de renforcement de carbone.

Le site accueille également un centre de R&D et un centre administratif.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de stockage des produits chimiques;
- Confinement des eaux d'extinction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article Annexe - Article 7.4.7.1	Délai: 3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte les prescriptions réglementaires concernant les conditions de stockage des produits chimiques.

L'exploitant veillera à effectuer dans les meilleurs délais les travaux permettant de garantir l'étanchéité de son bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les produits chimiques utilisés sur site sont correctement étiquetés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité (FDS). Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Le site dispose des FDS. L'exploitant a par ailleurs établi une procédure interne concernant l'utilisation des produits chimiques et met en place des formations et actions dédiées auprès du personnel concerné.
Observations : L'exploitant veillera à demander à ses fournisseurs, les FDS actualisées (postérieures à l'année 2020).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
Constats : Dans les locaux et aires visités (bâtiment C et B, locaux 604 et zone déchets), les produits chimiques sont stockés sur des rétentions adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats : Les rétentions sont étanches et en bon état.</p> <p>L'aire de dépotage des eaux souillées industrielles, adossée au bâtiment C, a fait l'objet de travaux récents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'intérieur du bâtiment, a été installée une cuve positionnée sur une rétention maçonnée et équipée d'un système automatisé sécurisant les déversements accidentels, avec contrôle de niveau et alarmes (débordements, défaut). - à l'extérieur, l'aire de dépotage pour les camions dispose d'une aire de rétention équipée de pompes de relevage permettant de ramener les éventuels déversements accidentels dans la cuve.
<p>Observations : L'exploitant veillera à définir un programme de contrôle et de maintenance de l'ensemble de ses rétentions maçonnées, enterrées ou non, lui permettant de garantir la pérennité de leur efficacité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
<p>Constats : L'exploitant veille aux incompatibilités des produits stockés par l'utilisation d'affichages et instructions adaptés et de grilles d'incompatibilité, et en ne stockant au maximum qu'un type de produit par rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis au service de l'inspection un état des stocks complet et à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : Les consignes sont à disposition du personnel et affichées. L'exploitant a également mis en place une procédure interne dédiée à l'utilisation des produits chimiques. Des formations et actions de sensibilisation sont régulièrement menées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article Annexe - Article 7.4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. (...) Des mesures sont prises afin d'assurer l'entretien de ces bassins et de maintenir les capacités de rétention définies ci-dessus.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que ce développait dans le bassin de rétention une végétation dense dont deux arbres. L'étanchéité du bassin n'est donc pas assurée.
Observations : L'exploitant veillera dans les meilleurs délais et au plus tard dans le trimestre, à effectuer les travaux lui permettant de garantir l'étanchéité du bassin de rétention. Il fera part de la bonne réalisation de ces travaux et transmettra les documents en attestant, aux services de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet